

Enseigner le peuple Michif (Métis)

Conversation avec Melanie Brice



Entrevue : Annie Pilote (Université Laval) et Melanie Brice (University of Regina)

Relecture et recherche : Jean-Luc Ratel, Emanuelle Dufour et Boni Muriel Hélène Adjo Kanga (Université Laval)

Illustrations : Pauline Stive

Conceptualisation et direction artistique : Emanuelle Dufour

Graphisme : Services campus / Reprographie (Université Laval)

Coordination du projet : Jean-Luc Ratel et Annie Pilote

L'utilisation et la distribution de ce document à des fins éducatives et non commerciales sont fortement encouragées, à condition d'en mentionner la source. Ce document est aussi disponible gratuitement, en français et en anglais, sur le site [Perspectives, savoirs et réalités des Premiers Peuples](#) de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval.

Ce projet a bénéficié de l'appui financier du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes –
Programme d'appui à la francophonie canadienne

© Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, 2025



Entrevue réalisée à Montréal, 18 juin 2024

BIOGRAPHIES

Annie Pilote est professeure titulaire à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval. En tant que sociologue de l'éducation, elle s'intéresse aux inégalités sociales et éducatives sous l'angle de l'équité et de l'inclusion. Elle a mené différents projets en collaboration avec des organisations des Premiers Peuples afin d'inclure les réalités et les perspectives autochtones dans la formation à l'enseignement. Elle a également mené des recherches sur l'identité linguistique des jeunes issus des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada.

Melanie Brice est professeure agrégée en éducation autochtone, en enseignement des langues et de l'alphabétisation, ainsi qu'en Educational Core Studies, soit des cours de fondements et de développement professionnel, à la Faculté d'éducation de l'Université de Regina. Elle est titulaire de la Chaire de recherche Gabriel Dumont en éducation métis/michif. Michif (Métis) née à Meadow Lake et élevée à Jackfish Lake, en Saskatchewan, elle a une connaissance approfondie des histoires, des cultures, des langues, de la littérature, des perspectives et des expériences éducatives des Autochtones, ainsi que des questions d'éducation interculturelle.



Melanie (M) : D'abord et avant tout, soyons claires : si vous avez une personne des Premières Nations avec une personne d'origine européenne, leur enfant n'est pas Métis. Il faut donc cesser de penser que cet enfant peut maintenant dire qu'il est Métis. Métis, ça concerne notre culture, notre langue, nos traditions, nos pratiques, nos protocoles, qui sont très spécifiques à ce que nous sommes. C'est l'une des raisons pour lesquelles, aujourd'hui, lorsque je m'identifie, je dis : « Je suis Michif ». Parce que les gens ne comprennent pas, ils pensent à Métis, comme dans : « Oh, tu es à moitié ceci et à moitié cela ». Ils font partie de, tu sais... « Vous êtes mélangés ». J'ai eu des conversations avec des collègues, comme des enseignants, des personnes sur le terrain, qui croient honnêtement que si une personne des Premières Nations avait un enfant avec une personne non autochtone, cet enfant serait Métis. Et tu sais, ce sont des gens qui sont bien éduqués !



Annie (A) : Alors, est-ce que tu dirais que c'est la première chose qu'il faut vraiment mettre sur la table avant d'en apprendre plus sur les Métis ? Qu'il faut déconstruire ce concept ?

M : Oui.

A : D'accord. Et ensuite, qu'est-ce que cela signifie d'être Métis ? Il y a une histoire, une culture, une langue et toutes ces choses qui en font une nation. Dirais-tu que la mobilisation politique des Métis est une composante aussi importante que les autres caractéristiques culturelles dont tu as parlé ?

M : Tout à fait. L'identité michif est née d'un besoin politique. Quand on regarde notre histoire, on se rend compte que Louis Riel et Gabriel Dumont sont des personnages très importants... C'est à cause de ce qu'ils représentent pour nous, politiquement, en luttant pour nos droits et pour ce que nous sommes, en tant que peuple et en tant que nation.

A : C'est pourquoi il est important que les enseignants connaissent le peuple métis dans leur propre enseignement.

M : Tout à fait. Au début des années 1800, avant le Manitoba, les Métis étaient simplement décrits comme étant... différents. Ils ne sont pas les Premières Nations. Ils ne sont pas les colons. Ils s'habillaient un peu différemment, ils avaient leur propre langue et leurs propres pratiques culturelles... Ils étaient à part, n'est-ce pas ? Les étrangers leur donnaient des noms différents, comme Bois-Brûlés, les Voyageurs ou bien d'autres noms pour les décrire...

A : Tous se réfèrent au même groupe culturel ?

M : Oui, et puis, ce qui a fini par se produire, c'est bien sûr l'arrivée des colons et des différents groupes, qui ont examiné les terres sur lesquelles ces gens avaient vécu, qu'ils avaient travaillées, et ensuite les différents groupes qui ont contesté l'utilisation de ces terres... Tout cela a abouti en 1816 à la [Bataille de la Grenouillère \(Seven Oaks\)](#), menée par [Cuthbert Grant](#). C'est en quelque sorte la solidification politique de cette identité...

A : C'est une date clé dans la définition de l'identité métisse. Mais votre identité existait déjà avant cela ?

M : Oui. Nous avons compris que nous devions nous rassembler pour protéger nos droits, nos coutumes, notre vie et l'endroit où nous vivons, parce qu'il y avait des communautés métisses établies dans la région de la rivière Rouge. [Jean Teillet](#), avocat métis, est l'un des premiers à avoir écrit une véritable histoire du peuple métis, en tant que Métis.

L'économie métisse, surtout dans le sud, était très centrée sur la [chasse au bison](#). Les voyageurs utilisaient le [pemmican](#) pour la traite des fourrures parce qu'il était facile à transporter, pour la nourriture. Toute cette économie du bison était donc vraiment, vraiment, vraiment essentielle. Les chasses au bison rassemblaient des milliers de personnes. Les familles entières partaient et s'organisaient en brigades, par groupes de dix, et quelqu'un était responsable d'un groupe de brigades. Ensuite, chacun des capitaines se réunissait. Ainsi, grâce aux chasses au bison, ils avaient déjà trouvé un moyen de s'organiser et de créer une structure politique qui leur a permis, au moment de la bataille de 1816, d'utiliser la même structure que celle qu'ils avaient utilisée pour s'organiser.

A : L'identification n'est donc pas venue uniquement de l'extérieur, mais ils ont également dû s'organiser à l'intérieur grâce à la chasse au bison ?

M : Oui, exactement. Et les chasses au bison étaient très importantes. Alors, bien sûr, avec le projet d'éradication du bison par le gouvernement colonial, il leur a enlevé leur économie, leurs moyens de subsistance, n'est-ce pas ? C'était donc un tel changement. La mentalité impériale du gouvernement reposait sur un mode de vie très agricole : « Vous êtes sur cette terre et vous la cultivez ». Mais dans le Sud, à la manière des Métis, vous deviez partir et suivre les bisons sur les pistes de bison pour chasser pendant un certain temps. On ne s'occupe donc pas des champs pendant qu'on va chasser le bison. Alors, on vous méprise, n'est-ce pas ? Comme si vous ne vous occupiez pas de votre maison. Alors parfois, quand ils revenaient de la chasse au bison, il y avait des gens sur leurs terres qui disaient : « Eh bien, vous ne l'utilisiez pas ». Mais non, c'est parce que nous étions à la chasse, à la recherche de notre gagne-pain. C'était un mode de vie différent. Ce n'était pas l'idée que l'Europe occidentale se faisait de ce qu'il fallait faire de sa terre.



A : Prendre la terre et l'occuper, 365 jours par an...

M : En vertu du [Homesteads Act](#) (Loi des terres fédérales), le gouvernement a fait venir beaucoup plus de colons pour « améliorer » la terre en la cultivant. La même chose s'est produite. À l'époque, les Métis de la rivière Rouge étaient bien établis dans des communautés, ils avaient leurs différentes paroisses qui étaient organisées autour des lots de rivière. Il s'agissait de lots fluviaux étroits, ce qui était une bonne chose car tout le monde pouvait avoir accès à l'eau. Mais lorsque le gouvernement est venu faire l'arpentage, il a cherché à obtenir des lots carrés, comme le veut le système colonial, et n'a donc pas reconnu les lots fluviaux, ni leur titre ou leur propriété. C'est à ce moment-là, [vers 1869 et 1870, que la résistance](#) s'est manifestée. Louis Riel, qui était, tu sais, un personnage important, on le considérait comme une bonne personne. Parce qu'il était venu à Montréal, il était allé à l'école et avait étudié à Montréal. Comme il était bien éduqué à l'européenne, il pouvait écrire toutes ces pétitions au gouvernement pour dire : « Non, c'est notre terre ». Et donc, sous sa direction,

ils ont créé ce gouvernement provisoire pour pouvoir dire : « Non, c'est notre terre... » Tu sais. « Nous sommes le gouvernement. C'est notre région ». C'est intéressant parce qu'il a été pendu pour trahison. Mais si l'on se place du point de vue des Métis, ce serait : mais cette trahison contre qui, n'est-ce pas ? Parce qu'il faut être un sujet de la couronne. Mais s'il s'agit déjà de votre terre, vous n'allez pas à l'encontre du droit, comme c'est le gouvernement qu'il a établi. Il ne s'opposait pas à son propre gouvernement. C'était le gouvernement canadien qui a obtenu les terres, qui a transféré les terres de la Compagnie de la Baie d'Hudson. [La Compagnie de la Baie d'Hudson](#) n'avait donc pas le droit de coloniser ces terres. Ce n'était pas à eux. Il y a donc toutes ces choses, bien sûr, qui se sont produites en termes d'injustices. Le gouvernement canadien s'est dit : « Oh, nous avons payé pour la terre. C'est à nous ». Mais vous l'avez achetée à quelqu'un qui ne la possédait pas, n'est-ce pas ?



A : En ce qui concerne les terres, tu as parlé de la rivière Rouge et de ce qui est aujourd'hui le Manitoba. Mais comment la Saskatchewan entre-t-elle en ligne de compte ? Comment les terres métisses traversent-elles ces provinces ?

M : Même avant la résistance de 1869, les gens de cette région, de la rivière Rouge, partaient à la chasse au bison et il y avait des sentiers. Et ces pistes qui descendaient vers les Dakotas, puis vers l'Alberta, vers le sud, il y avait des pistes jusqu'à ce qui est aujourd'hui Edmonton, vers la Saskatchewan, vers Fort Carlton. Il y avait donc des routes qu'ils empruntaient pour chasser le bison, etc. Et puis ils ont des liens de parenté avec ces différentes communautés. Et puis, bien sûr, à cause du lien avec la chasse au bison, avec le commerce du pemmican, qui était lié à la traite des fourrures. Il y a aussi les commerçants de fourrures, n'est-ce pas ? Parce que beaucoup d'entre eux étaient membres de la Compagnie du Nord-Ouest ou travaillaient pour la Compagnie de la Baie d'Hudson. C'est ainsi que [les communautés métisses se sont déplacées encore plus au nord, vers le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta](#), parce que c'est là que se trouvaient les lignes de piégeage, et qu'elles avaient des liens de parenté avec tous ces endroits différents, tous issus de l'économie du bison, n'est-ce pas ? La rivière Rouge comptait des milliers et des milliers de Métis, et les gens ont été tués même après le transfert des terres. Ceux qui n'aimaient pas ce qui se passait sont partis. Ils ont déménagé là où ils avaient déjà des liens de parenté, comme dans la vallée de la Qu'Appelle, par exemple, ou vers Edmonton ou près de Batoche, tout près du sentier Carlton et d'autres endroits semblables, parce qu'ils n'étaient plus en sécurité dans la région de la rivière Rouge. C'est très intéressant. Si je regarde ma propre famille, c'est la raison pour laquelle nous pouvons retracer nos ancêtres jusqu'à la rivière Rouge, parce que nous avons eu ces liens pendant des centaines d'années. Mais aussi, les gens se déplaçaient pour aller là où ils avaient... là où ils pouvaient avoir une vie. Beaucoup de gens ont donc déménagé, que ce soit dans la vallée de la Qu'Appelle, dans la montagne de la Tortue, à Batoche, à St-Paul... on l'appelle St-Paul-des-Métis, qui se trouve au nord d'Edmonton, tout comme nous avons déménagé dans les environs d'Edmonton, comme St-Albert. Et donc, il y a d'autres communautés métisses.

A : Et elles étaient reliées entre elles ? Parce qu'elles étaient isolées, l'une de l'autre, mais il y avait des lignes de communication entre elles ?

M : Eh bien, beaucoup de choses étaient liées à l'économie du bison. Et puis il y avait ces liens de parenté et ces liens familiaux. Alors, les gens sont partis vers l'ouest parce qu'ils n'étaient plus en sécurité à la rivière Rouge. Certains sont restés, mais... Et puis l'autre élément, c'était le certificat, qui venait du transfert de la terre, parce que ça faisait partie de l'accord en vertu de la Loi sur le Manitoba, qui stipulait que les Métis obtiendraient un certificat sur la terre.

A : Le certificat ? Qu'entends-tu par là ?

M : En vertu de la [Loi sur le Manitoba](#), ils ont dit que chaque personne métisse obtiendrait une sorte de titre de propriété, c'est ce qu'on appelle un certificat foncier. Disons que vous obtenez tant d'acres de terre, n'est-ce pas ? Lorsqu'ils ont négocié cela dans la Loi sur le Manitoba, ils ont pensé : « Bon, eh bien, cela signifie que je peux l'utiliser pour aller chercher la terre, là où je suis, là où se trouve ma famille ». Mais le gouvernement leur a dit : « Non, nous allons vous le dire. C'est là que se trouve vos certificats... c'est là que nous vous donnons cette terre. Voici votre petit bout de papier qui dit que vous avez cette terre ». Mais, dans certains cas, ça a marché. Mais d'autres



fois, comme la terre qu'ils avaient, cette réserve routière était loin de là où ils étaient, loin de leur famille. Les gens venaient chercher leur jeton de certificat, leur morceau de papier indiquant qu'ils avaient obtenu cette attribution de terre. Les gens qui venaient à côté disaient : « Oh, eh bien, nous allons l'acheter. Nous vous achèterons ce certificat foncier et nous vous donnerons... », tu sais. « S'il s'agit de 160 acres, d'accord, nous vous donnerons 160 \$, alors c'est comme ça. -Oh, eh bien, je ne veux pas prendre cette terre là-bas. Je vais prendre les 160 dollars et je pourrai aller là où je veux ». Les historiens ont effectué leurs recherches et les signatures, c'est comme seulement mettre un X. Alors, était-ce vraiment cette personne ? Parce que n'importe qui peut venir dans un bureau et dire : « Je suis cette personne. Cette personne ici présente attestera que je suis bien celui que je prétends être. -Et ouais, alors donnez-moi mon certificat, et puis, ok, maintenant je vais aller l'échanger contre de l'argent ». Tu sais, ce n'était pas un bon système. J'ai de la famille qui a pris un [certificat](#), et ce qui est intéressant, c'est qu'ils devaient donner des détails sur tous les endroits où ils vivaient et sur l'identité de leurs enfants. En regardant l'application du certificat de mon arrière-arrière-grand-père, je peux voir : voici tous les endroits où ils ont vécu, tous les enfants qu'ils ont eus et leurs noms. C'était une chose terrible, mais maintenant, nous avons ce moyen vraiment formidable de retracer et de voir où notre famille s'est déplacée.

A : Peux-tu m'expliquer... Parce que j'ai aussi entendu parler des réserves routières. Comment cela s'articule-t-il avec le certificat?

M : Bien sûr. Il y a plusieurs choses différentes. Les communautés n'étaient plus en mesure de partir à la chasse au bison. Leurs moyens de subsistance avaient été détruits. S'ils avaient obtenu un certificat, ils l'auraient peut-être vendu pour avoir l'argent nécessaire pour se déplacer. Ils chercheraient alors du travail, par exemple, dans la vallée de la Qu'Appelle. « Bon, eh bien, où allons-nous vivre ? Il y a donc des terres de la Couronne qui pourraient être disponibles. » Permets-moi de revenir un instant en arrière. Rappelle-toi que le gouvernement a arpenté toutes les terres. Ils les ont toutes réparties dans ces cantons, elles étaient toutes dans ces carrés, comme nous l'avons dit. Mais, ils avaient mis de côté des terres pour les futurs sites du chemin de fer du [CP](#), les églises, les écoles, etc. Ils ont également réservé des terres pour des routes assez importantes. Il s'agit donc de terres publiques. S'ils ne construisaient pas de route sur ces terres, elles restaient là et devenaient donc disponibles pour un grand nombre de personnes qui pouvaient partir. Ces terres étaient appelées [réserves routières](#) (« [road allowances](#) »). Même si ces terres étaient initialement destinées à des écoles, comme celle où ma grand-mère a grandi, elles étaient toujours considérées comme des réserves routières.



A : Ils n'étaient donc pas propriétaires de ces terres, mais ils pouvaient y construire des maisons... mais ils pouvaient aussi les retirer à tout moment ?

M : Oui ! Oui, l'un des livres pour enfants de Wilfred Burton, intitulé « [Road Allowance Kitten](#) », raconte très bien comment les personnes qui vivaient sur une réserve routière dans le sud se sont vu dire : « Vous ne pouvez pas vivre ici. Nous avons de grandes terres pour vous ». Et dans le nord. Ils les ont déplacés, les ont mis dans des wagons à bestiaux, les ont déplacés vers le nord, vers Green Lake, ils les déplaçaient vers le nord. Et ils brûlaient leurs maisons pour qu'ils n'aient plus rien à retrouver. Ainsi, certains, là où le gouvernement les déplaçait, se construisaient une vie là-bas. Mais d'autres aussi... C'est un paysage différent, tu sais. Ils peuvent donc décider de rentrer et de trouver un autre endroit où vivre. Beaucoup de ceux qui vivaient sur les réserves routières travaillaient comme ouvriers. Ils travaillaient pour des agriculteurs ou des éleveurs, parce que c'était un travail à forte intensité de main-d'œuvre.

A : Il y avait donc les certificats, et les réserves routières sont venues après ?

M : Oui. Il y avait des gens qui vivaient sur des réserves routières jusque dans les années 40, n'est-ce pas ? Mais ce n'était pas le cas de tous les Métis, certains vivaient dans les centres urbains, dans les villes aussi. Il y avait donc différentes zones, tu sais, dans les communautés où les gens avaient des maisons, où ils vivaient dans ces villes, comme à Winnipeg même, ou à Regina, ou comme ma famille qui vient de Meadow Lake. Mais il y avait aussi des familles métisses qui, comme la famille de mon grand-père, avaient obtenu une terre (*homestead*) et avaient satisfait aux exigences de la Loi des terres fédérales. C'est ce qu'ont fait certains Métis. Tout le monde n'en vivait pas, mais un grand nombre de Métis vivaient des réserves routières.

A : Pour tirer les leçons de ce que tu as dit. Nous voyons beaucoup d'injustices qui ont fini par définir l'identité des Métis.

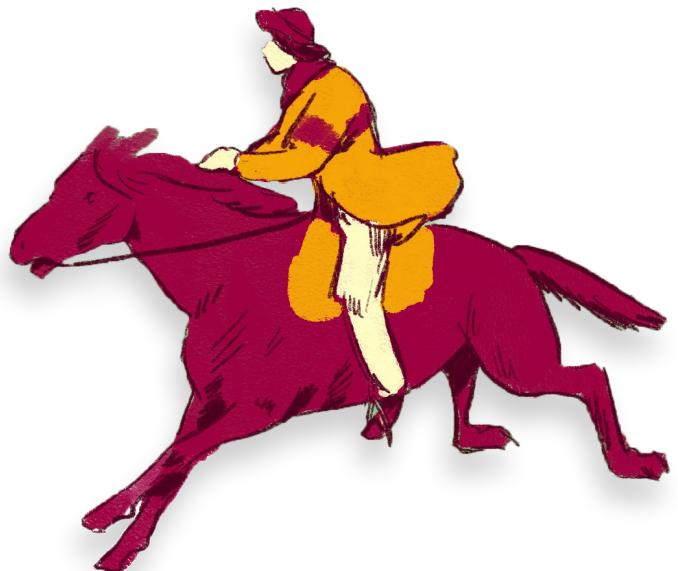
M : Oui.

A : Il y avait une base culturelle, oui, autour de l'économie du bison. Mais après cela, nous pouvons voir différentes injustices qui ont amplifié ce sentiment collectif de faire partie de la même nation.

M : Oui.

A : Il y avait une diversité d'expériences vécues, et selon votre lignée familiale et l'endroit où vous étiez établi, vous n'avez pas nécessairement vécu exactement la même histoire... Mais les gens partageaient ce concept qu'ils faisaient partie d'un tout ?

M : Oui. Le commerce de la fourrure était très important en termes de piégeage. Et puis il y avait les Métis qui travaillaient comme ouvriers, comme mon arrière, arrière, arrière-grand-père. Ce sont des façons différentes pour les Métis de participer et de gagner leur vie, même s'ils ne chassaient pas ou ne faisaient pas de trappage.



LANGUE ET CULTURE

A : J'en viens maintenant à la langue. Comment la langue michif s'inscrit-elle dans cette identité ? Si ces communautés étaient dispersées (je comprends qu'il y avait des liens entre elles, des liens économiques, des liens familiaux, donc des gens qui étaient dispersés sur ce territoire, mais ils avaient différents types d'échanges entre eux), y avait-il une langue commune dès le départ, ou... ?

M : La langue michif était surtout parlée à l'intérieur des familles, elle n'était pas parlée à l'extérieur. Mais la plupart des Métis, des Michifs étaient multilingues. Ils parlaient plusieurs langues pour pouvoir, tu sais, travailler et vivre. Il y a des communautés, comme en Alberta et dans le nord de la Saskatchewan, qui vont dire... En fait, leurs membres sont des locuteurs du michif, mais ce qu'ils parlent est différent de ce que l'on peut entendre dans les environs de Camperville, au Manitoba, dans la région de Fort Qu'Appelle, dans la vallée de la Qu'Appelle, puis dans les monts Turtle. Il y a donc une langue très distincte... ce que nous appelons maintenant le michif du Sud. C'est à peu près 50-50 de cri et de français. Ce sont donc les verbes cris et les noms français. Mais il y a aussi des influences du saulteaux et de l'anglais sur la langue michif.

Ce qui est intéressant avec le michif du Sud, c'est ce qui le rend si unique... Habituellement, avec les langues de contact, une langue domine en quelque sorte, il peut y avoir des emprunts de mots, mais ils suivent la structure grammaticale de la langue prédominante, n'est-ce pas ? Mais ce n'est pas le cas du michif du Sud. Les mots cris conservent les structures grammaticales cries et les mots français conservent les structures grammaticales françaises.

A : Tu dis que la langue a essentiellement évolué au sein du foyer familial. Est-elle arrivée à un point où elle a cessé d'être enseignée ou parlée au sein de la famille ? Comment a-t-elle traversé le temps et a-t-elle été transmise aux générations suivantes ?

M : D'après ce qu'on m'a dit, le michif du Sud était encore parlé à la maison, mais les Métis n'étaient pas obligés d'aller à l'école. En fait, les écoles ne vous laissaient pas entrer. Certains Métis allaient donc dans des pensionnats, mais bien souvent, ils n'y étaient pas autorisés. Parce qu'on leur disait : « Vous n'êtes pas des Premières Nations. Vous n'êtes pas des Indiens. C'est pour les Indiens, et vous n'êtes pas comme ça ». N'est-ce pas ? « Vous n'êtes pas un colon, vous n'êtes pas blanc, mais vous n'êtes pas Indien ».

A : Et les Métis n'étaient pas couverts par la Loi sur les Indiens ?

M : Exactement.

A : C'est un élément important de notre histoire.

M : Oui. Et je pense que c'est l'élément déterminant. Si vous n'étiez pas couvert par la Loi sur les Indiens, vous ne pouviez pas aller au pensionnat. S'il y avait de la place, certains Métis allaient dans des pensionnats. Mais beaucoup, comme mon arrière-grand-mère, sont allés dans ce qu'on appelait une école de mission. Ce n'était donc pas une école financée ou dirigée par le gouvernement. Elle était financée et dirigée par l'Église. Les écoles de mission s'appelaient souvent le couvent, ou autre... Tu sais, c'est ainsi que l'on parlait des écoles de mission, dirigées par les prêtres ou les religieuses.



A : Alors, ils recevaient leur enseignement en français dans ces écoles ?

M : Dans certaines... d'autres le recevaient en anglais.

A : Le michif n'était pas enseigné dans les écoles ? Comme tu l'as dit tout à l'heure, c'était vraiment dans la maison familiale. Et à partir de quand le michif est-il devenu quelque chose de transmissible par le système d'éducation ?

M : Oui. Eh bien, c'est encore... ce n'est pas vraiment le cas.

A : Non ?

M : Non, pas vraiment. Si vous possédiez des terres, vous pouviez aller à l'école publique, mais si votre famille ne possédait pas de terres, comme ma grand-mère... Parce qu'elle faisait partie d'une section scolaire, comme une réserve routière. On ne possédait pas de terre. Alors à moins qu'ils ne vous laissent venir à l'école... Parce que vous deviez payer si vous vouliez aller à l'école, et beaucoup de gens ne pouvaient pas se le permettre. Tu sais, si vos enfants étaient assez âgés et qu'ils pouvaient aller travailler et aider et contribuer, c'est ce qu'ils faisaient. Il y avait beaucoup de pression en faveur de l'anglais, parce que c'était ce qu'il fallait pour pouvoir travailler. Même si on parlait encore le michif à la maison, on était entouré par l'anglais. Lorsque les Métis ont commencé à aller à l'école, il y avait beaucoup de cours... Tu sais, vous deviez parler la langue anglaise. Ma mère raconte qu'on se moquait d'eux et qu'on les ridiculisait à cause de leur façon de parler. Parce qu'ils parlaient français. Mais le français qu'elle connaissait, c'était plutôt un français michif, donc la façon dont elle prononçait les choses était très différente. Et donc, c'était comme « tu ne vas pas utiliser cette langue à l'extérieur ». Parce qu'il y avait beaucoup de racisme, de discrimination et, tu sais, on se moquait de vous parce que vous parliez différemment.

Maintenant, il y a des écoles, des conseils scolaires, qui essaient de faire du michif parce que la majorité des locuteurs ont environ 70 ans. Ma génération et celle de mes enfants ne sont pas des locuteurs, tu sais. Nous devons donc apprendre, acquérir la langue en tant qu'adultes. Il n'y a personne pour l'enseigner dans les écoles, à moins de faire appel aux plus âgés, « les vieux » [*en français dans le texte*]. Tous ceux qui parlent couramment la langue à mon âge l'ont probablement apprise à l'âge adulte, ils n'ont pas grandi en la parlant.

A : Et dans ton propre parcours, comment as-tu essayé d'intégrer ta propre langue dans ta propre identité et de recommencer à l'apprendre ?

M : J'ai grandi en entendant la langue parce que ma mère, ses frères et sœurs et mes grands-parents parlaient tous la langue. J'ai donc grandi en entendant des mots. Je comprenais des mots comme « "astam" [*mot michif*], qui signifie venir ici, "awas" [*mot michif*], qui signifie partir, "kiykwey" [*mot michif*], qui signifie "Quoi ?", et "l'assiette" [*même mot qu'en français*] », etc. Il y a donc différents mots que j'ai appris, même si je ne les ai pas vraiment utilisés. Je savais à quoi on faisait référence. Pour moi, c'était intéressant. La première langue que j'ai voulu apprendre, c'est le français. J'ai suivi un cours d'immersion linguistique à Jonquière pendant six semaines. Quand j'étais ici, je téléphonais à la maison pour parler à mes parents. Mes grands-parents étaient là, et mon grand-père a pris le téléphone et a commencé à me parler en français, et je ne savais pas qu'ils pouvaient parler français ! Tu sais, j'ai 20 ans et c'est la première fois que je découvre que mes grands-parents sont multilingues. Ils parlaient le français, le michif, le cri et l'anglais... Et je me suis dit que cela avait vraiment, vraiment changé, n'est-ce pas ? Ma génération ne parle que l'anglais. Parce qu'à l'école, la seule possibilité que vous aviez était d'apprendre l'anglais ou le français. Et donc, aujourd'hui, en tant qu'adulte, j'aimerais pouvoir



m'asseoir et avoir cette conversation avec ma mère dans sa langue, dans notre langue : le michif du Nord. C'est en quelque sorte ce qui m'anime aujourd'hui. Le michif du Nord a un peu plus de locuteurs, parce que dans le nord, il y avait des communautés capables de conserver leur langue. Je pense qu'au dernier recensement, le michif du Sud compte environ 1 000 locuteurs, il est donc en danger.

A : Dans le nord, il y a plus de [locuteurs] ?

M : Il y en a plus. La situation n'est pas encore très bonne, mais il y a plus de locuteurs. Parce qu'il y a des gens de mon âge, dans le Nord, qui parlent la langue. Mais ce que j'ai remarqué aussi, c'est que la plupart d'entre eux parlent davantage le cri. Ils ne parlent donc pas autant le français. Ce sont les personnes plus âgées qui parlent davantage le michif. Le cri est beaucoup plus répandu.

A : Et quel travail fais-tu avec ta chaire Gabriel Dumont par rapport à tout cela ? Quel type de contribution cherches-tu à apporter au sein de l'Université ?

M : Eh bien, l'une des principales choses, c'est de faire de la recherche spécifique sur les Métis. Il s'agit de se concentrer sur nos façons de connaître et d'être, parce que beaucoup de gens ont adopté une identité métisse sans comprendre qu'il s'agit d'une culture distincte. Et les gens comprennent mal. Ils pensent : « Oh, si j'ai des ancêtres autochtones... », parce qu'ils considèrent qu'il s'agit d'un mélange et non d'une culture distincte, d'une nation distincte, que nous avons nos propres façons de faire les choses. C'est pourquoi nous espérons, en menant des recherches spécifiques sur les Métis, que nous pourrions articuler cela très clairement. Cela sera ensuite intégré à l'école, de sorte que les gens

comprendront et ne verront pas les Métis comme la moitié de quelque chose ou comme un mélange. Par ailleurs, en ce qui concerne la revitalisation de la langue michif, j'ai réalisé quelques projets portant sur la transmission de la langue michif. Il y a quelques conseils scolaires qui ont des classes maternelles en michif, mais les enseignants ne parlent pas couramment le michif. Ils disent que c'est de l'immersion, mais ce n'est pas le cas, malheureusement. Il s'agit plutôt d'une sensibilisation à la langue. Parce qu'on peut seulement avoir quelqu'un qui vient et qui entend un peu de [michif], « Voici les jours de la semaine, voici les chiffres, voici les couleurs ». Et, tu sais, ce genre de choses. Mais dans le Nord, l'immersion est plus grande parce que les locuteurs sont plus jeunes. Les enseignants parlent la langue. Lorsque j'étais à Île-à-la-Crosse, j'ai visité une petite classe de maternelle. Les enseignants leur disent d'entrer, d'enlever leurs chaussures, de se laver les mains et de tout dire dans la langue. Et les enfants le savent. C'est donc là que, pour moi, la recherche devient vraiment importante pour déterminer quelles sont les pratiques les plus efficaces en matière de transmission, pour créer davantage de locuteurs.

A : Travaillais-tu en collaboration avec les conseils scolaires dans le cadre de certains projets ?

M : Non, je travaille davantage en collaboration avec [SUNTEP](#), le Saskatchewan Urban Native Teacher Education Program, qui est affilié à l'Université de Regina. Je travaille donc avec la faculté, car il s'agit d'un programme de quatre ans menant à l'obtention d'un baccalauréat en éducation, et les étudiants sont tenus de suivre des cours de michif. Ils organisent un camp d'apprentissage sur le territoire pendant trois semaines pour enseigner aux étudiants comment [parler le michif], dans l'espoir qu'ils commencent, et peut-être continuent leur propre apprentissage pour devenir, si tout va bien, des locuteurs fluides. Mais aussi pour qu'ils puissent apprendre à enseigner la langue en classe.



A : Dans ton propre parcours d'éducatrice et de chercheuse, l'histoire, l'identité et la culture michifs ont-elles toujours été au centre de tes préoccupations ? Ou cela est-il venu plus tard ?

M : J'ai eu beaucoup de chance. J'ai toujours été élevée dans ma culture, donc j'ai toujours su qui j'étais. Les traditions ont été nourries en moi et dans ma famille dès mon plus jeune âge. Lorsque j'ai décidé de devenir enseignante, je me suis inscrite au SUNTEP.

A : D'accord, tu avais donc suivi ce programme toi-même pour devenir enseignante.

M : Oui. Et comme il s'agit d'un modèle de cohorte, vous êtes avec tous les autres Métis. Les étudiants des Premières Nations sont également admis, mais il s'agit principalement de Métis/Michifs. Ainsi, lorsque j'ai suivi le programme, tout le monde savait qui il était, d'où il venait. Ensuite, on apprend à devenir enseignante et à intégrer sa culture et son identité dans la salle de classe en tant qu'enseignante

de la maternelle à la 12^e année. Même lorsque j'ai commencé à enseigner, il y avait une autre femme qui faisait partie de la toute première promotion, car le SUNTEP existe depuis les années 1980. Je me souviens que j'étais à un service d'enseignement et qu'elle s'est approchée de moi et m'a dit : « J'ai entendu dire que tu étais diplômée du SUNTEP, je vais t'aider. ». Elle a été une très bonne mentore, qui m'a donné confiance en moi et m'a permis d'intégrer ma culture et mon identité dans mon enseignement en permanence, sans avoir l'impression qu'il s'agissait de quelque chose que je devais, tu sais... « Oh, c'est là ». Et puis j'arrive dans la salle de classe et je dois être quelque chose de différent.



A : Tu as donc toujours été en mesure de l'intégrer à ton enseignement ? Tu enseignais dans le système scolaire régulier, tu l'apportais à tous les élèves ?

M : Oui. C'est d'ailleurs ce qui m'a poussé à poursuivre ma maîtrise. C'est parce que j'ai commencé à me dire « Je sais ce que je fais ». Et puis je me suis demandé si c'était juste moi ou si d'autres enseignants métis faisaient le même genre de choses. C'est donc sur cette base que j'ai effectué ma [recherche de maîtrise](#) sur l'identité des enseignants métis. Mon mémoire a été une expérience formidable, et j'ai utilisé des histoires et des récits, c'est ma principale méthode d'enseignement. J'ai réalisé un autre projet de recherche sur l'utilisation de l'histoire et de la narration en tant que méthode d'enseignement, puis je me suis dit : « Oui, j'aime vraiment ce travail de recherche. Je veux continuer à faire ça ! ». J'ai donc décidé de poursuivre au doctorat. Mais j'ai en quelque sorte changé d'orientation parce que j'étais enseignante bibliothécaire. Je travaillais beaucoup avec des enfants qui lisaient. Puis j'ai vu que toutes les recherches indiquaient que les enfants autochtones réussissaient si mal à l'école et je me suis dit : « J'ai bien réussi à l'école. J'ai enseigné à beaucoup d'enfants des Premières Nations et Métis qui ont bien réussi à l'école. Alors pourquoi certains réussissent-ils et d'autres pas ? ». J'ai donc voulu examiner ce que faisaient ceux qui réussissaient bien en termes de lecture. C'était donc l'objet de ma recherche doctorale. Je me suis intéressée aux enfants autochtones qui lisaient et écrivaient bien et j'ai cherché à savoir ce qu'ils faisaient. Lorsque j'ai commencé à occuper mon poste universitaire, je me suis rendu compte qu'il n'y avait pas eu beaucoup de travaux depuis mes recherches de maîtrise, et que la plupart des travaux portaient sur l'histoire des Métis, notamment dans les départements d'études autochtones, d'histoire ou de science politique. Je me suis donc dit : « D'accord, il faut que je me concentre à nouveau sur l'éducation des Michifs, des Métis et l'apprentissage michif et métis, et que je m'y concentre ». C'est ainsi que j'en suis revenue à mon point de départ !

A : Oui, et je suppose qu'il y a tant à faire et si peu de toi !

M : Oui.

A : Quel serait ton rêve ? Si tu avais la possibilité d'embaucher qui tu voulais et de vraiment inclure l'essentiel dans les programmes de formation à l'enseignement, qu'est-ce que tu voudrais que les futurs enseignants sachent lorsqu'ils entreront dans les salles de classe ?

M : Je pense qu'il s'agit vraiment de s'éloigner de cette sorte d'idée pan-autochtone, n'est-ce pas ? Il y a tellement plus de chercheurs métis qui effectuent un travail extraordinaire aujourd'hui qu'il y a 10 ans, et encore plus qu'il y a 20 ans, n'est-ce pas ? Il est donc très agréable de voir qui se concentre sur la recherche spécifique aux Métis, ce qui est très, très important. Et je pense que cela aiderait ces futurs enseignants à comprendre que les Métis/Michifs, leur propre culture, elle est distincte. Nous avons nos propres façons de faire les choses. Nous avons des similitudes, des points communs avec notre parenté des Premières Nations, bien sûr, mais nous avons aussi des façons différentes de faire les choses. Il y a les façons de faire des Anishinaabe. Il y a les façons de faire des Dénés. Il y a les façons de faire des Métis/Michifs. Il y a donc toutes ces perspectives et ces visions du monde différentes, même s'il y a des points communs, il y a encore des choses qui sont spécifiques à ces communautés locales, et pour que les enseignants ne les traitent pas comme si tout le monde... tu sais, « C'est la même chose ». Les Autochtones ne sont qu'une seule chose. Tu sais qu'il y a toutes ces nations différentes, de sorte que lorsqu'ils sont dans les écoles, ils peuvent constater : « Qui sont les communautés ici, là où je travaille ? »



A : D'un point de vue local ?

M : Oui ! Et se concentrer sur le fait d'inclure dans les écoles des connaissances de cette communauté locale, des langues de cette communauté locale. Je pense que c'est une bonne chose s'ils y apportent quelque chose d'autochtone. Mais je pense que nous sommes arrivés à un stade où nous pouvons commencer à dire : « D'accord, quelles sont les communautés spécifiques, leurs façons de faire et leurs connaissances ? Comment pouvons-nous enseigner aux élèves ce contexte local ? ». Je pense que c'est le plus important.

A : Et que dirais-tu si tu avais devant toi un groupe d'enseignants qui te disaient : « Eh bien, nous commençons. Nous voulons faire ce qu'il y a de mieux. Nous ne savons pas comment nous y prendre, parce que nous n'avons pas été formés pour cela » ?

M : Nous disons toujours qu'il faut aller dans la communauté et établir des liens avec les gardiens du savoir, les porteurs de la langue, les aînés, les personnes âgées de ces communautés en particulier. Il faut aussi sortir de l'état d'esprit occidental et se demander ce que l'on fait en tant qu'individu. Non pas ce que vous faites en tant qu'enseignant, mais pour vous-même. Est-ce que vous sortez dans la communauté, allez à des événements, rencontrez des gens, établissez des liens personnels avec les gens, apprenez à les connaître ?

A : D'accord. Ce serait la première étape !

M : Beaucoup de gens disent : « Je ne connais personne pour les amener dans la classe ». Eh bien, sortez ! Sortez et rencontrez-les, construisez cette relation avec les gens, et allez aux événements. Il y a tellement de choses qui se passent et, tu sais, sortez et apprenez par vous-même. Une fois que vous aurez noué ces relations et que vous serez connu au sein de la communauté, il vous sera tellement plus facile de savoir qui, si vous voulez faire venir quelqu'un, mais aussi comment le faire d'une bonne manière. Ne manquez donc pas cette étape. C'est du travail ! C'est beaucoup de travail.



A : Et ce que nous constatons, c'est que beaucoup de gens sont plus qu'hésitants, je dirais même qu'ils ont peur de le faire, parce qu'ils ont tellement peur de faire des erreurs. Comment pouvons-nous amener nos enseignants à se faire confiance et réaliser qu'il n'est pas inapproprié pour eux d'essayer de faire cela ? Comment s'assurer qu'ils sont peut-être accompagnés dans cette démarche ? Les universités ont-elles une responsabilité ? Les communautés ont-elles la responsabilité de s'assurer qu'ils sont bien soutenus ?

M : Quand on regarde le programme d'études et les différentes choses que l'on est tenu d'enseigner, on se rend compte qu'il faut se renseigner sur ces sujets. Il faut se renseigner sur ces sujets, n'est-ce pas ? À l'université, lorsque nous essayons d'emmener nos étudiants à des événements communautaires, ils ne doivent pas se dire : « Je n'ai pas le temps pour ça ». S'il y a un moyen de changer leur façon de penser, telle que : « Ça va être une expérience d'apprentissage tellement précieuse pour moi. Et de construire une relation et d'apprendre à connaître les gens, de sorte que je puisse ensuite développer cette capacité à faire cela dans ma classe, de sorte que je n'ai pas besoin de toujours faire venir quelqu'un. » Comment créer ce changement pour que les étudiants qui veulent devenir enseignants réalisent à quel point il est important pour eux de sortir, de nouer des relations, d'établir des liens, de participer à des événements communautaires ?

A : Si nous ouvrons le débat maintenant, il s'agit d'enseigner aux Canadiens l'histoire et la culture des Métis et de s'assurer que les gens cessent de confondre le mot métis (mixte) avec le peuple métis. Que dirais-tu à nos étudiants au Québec, par exemple, sur la façon de les amener à s'y intéresser et à comprendre ?

M : Eh bien, la raison principale est que les gens confondent ce que signifie être Métis, pour qu'ils comprennent que nous sommes un peuple distinct. Et c'est ce qui a été le plus difficile. Ici, au Québec, ce n'est pas notre patrie, n'est-ce pas ? Nous sommes plus à l'ouest. Alors, comment établir des liens avec les Métis ? Mais il y a des Métis qui ont déménagé ! Il peut donc y avoir des choses à faire. Mais maintenant, bien sûr, même avec la technologie... Il y a tellement de ressources différentes, de façons d'entrer en contact avec d'autres communautés de l'Ouest. Vous trouverez de nombreuses ressources* dans ce livret. Je pense qu'il y a des possibilités d'établir des liens, mais il s'agit surtout d'apprendre, pour que vous sachiez que ce n'est pas un mélange.

A : Et si un étudiant nous disait : « Oh, eh bien, il y a des Métis dans l'Est », que lui dirais-tu ? Que lui répondrais-tu ?

M : Je lui dirais que ce n'est pas le cas !



* Pour faciliter la lecture, ces ressources ont été intégrées directement au texte de la conversation aux moments appropriés, sous forme d'hyperliens

A : Nous pouvons être fermes sur ce point?

M : Oui. Nous ne pouvons pas laisser ces idées circuler. Je lui dirais : « Vous devrez trouver un autre terme ». N'est-ce pas ? Ma nation a revendiqué le terme Métis pour désigner notre nation en tant que peuple distinct. Je ne nie donc pas que votre communauté puisse avoir une ascendance autochtone, mais vous devez vous trouver un autre nom. Vous ne pouvez pas utiliser celui-là. Vous ne pouvez pas utiliser notre... J'ai vu certaines communautés utiliser nos symboles, comme le [symbole de l'infini](#), n'est-ce pas ?

A : Et que signifie l'utilisation de ce symbole dans votre culture ?

M : Le symbole de l'infini a plusieurs significations. L'une d'entre elles est la réunion de deux mondes. Comment nous sommes arrivés à... comme notre ethnogenèse en tant que nation. C'est un des premiers symboles de l'identité métisse, de la rivière Rouge. L'une des choses que j'ai eu l'occasion de faire en retournant enseigner à SUNTEP, c'est qu'en raison de l'évolution des choses, beaucoup d'étudiants n'ont pas eu le privilège que j'ai eu d'être élevée si solidement, de savoir qui j'étais et de comprendre

ma culture. J'en ai parlé avec d'autres professeurs, nous voyons que les étudiants qui arrivent ne comprennent pas ce que signifie être Métis. De la même manière. Je ne sais pas si c'est parce que nos communautés sont structurées un peu différemment aujourd'hui, comme avec l'urbanisation. Mais maintenant, les programmes sont conçus pour enseigner comme si vous deviez leur enseigner ce que cela signifie ! C'est comme si vous leur appreniez ce que signifie être Métis et comment devenir enseignant. Pour ma part, lorsque j'ai suivi le programme, j'ai appris à devenir enseignante et à apporter ma propre identité, qui était déjà présente.



CONCLUSION : UN RÊVE POUR L'AVENIR

A : Pour conclure, j'aimerais te poser une dernière question : si tu te projetais dans 30 ans, où voudrais-tu que nous soyons ?

M : J'aimerais que nous ayons nos propres institutions, comme nos propres écoles, où nous pourrions parler notre langue. Ne serait-ce pas formidable de pouvoir, tu sais, penser de la même façon, ici au Québec, où vous pouvez étudier n'importe quel sujet dans votre propre langue ? Pouvoir étudier et apprendre des choses dans sa langue, apprendre...

A : Ce serait la chose la plus importante, d'être capable d'avoir un système scolaire complet ?

M : Oui ! Oui, où tout est... Et puis créer beaucoup plus de locuteurs au sein de nos propres communautés... Et puis, je suppose, au sein du Canada, dans le contexte plus large, encore une fois, c'est juste que, pour que nous ayons cette souveraineté, il faut aussi que les gens reconnaissent que nous sommes une nation distincte et souveraine.

A : Et si nous voulons y parvenir, l'éducation en fait partie ?

M : Oui, oui ! Je pense que c'est comme si c'était lié. Avoir la souveraineté en termes de qui... de votre nation. Et puis, vous avez aussi vos propres institutions. Je me souviens de l'époque où j'ai fait ma maîtrise et où j'essayais d'avoir, dans mon comité, des gens qui étaient Métis/Michifs. Il n'y avait personne à l'université ! Tu sais, ma directrice, qu'elle soit bénie, a travaillé très dur pour que quelqu'un qui avait une maîtrise, qui était bien connu dans la communauté, fasse partie [de mon comité]. Tu sais, pour obtenir la permission de la Faculté des études supérieures qu'elle fasse partie de mon comité, parce que c'était vraiment important que j'aie quelqu'un, tu sais, qui me tienne pour responsable jusqu'au bout. Il en faut encore, mais c'est nettement mieux aujourd'hui. Tu sais, n'importe quel étudiant autochtone le peut. Il est beaucoup plus facile de trouver une personne autochtone pour faire partie de votre comité de supervision et vous aider à guider vos recherches et tout le reste. Alors, ça s'en vient !

Montréal, 18 juin 2024



Références des illustrations

Image 1 (couverture) : Melanie Brice (photo : Annie Pilote)

Image 2 (page 3) : Annie Pilote et Melanie Brice (photos : Annie Pilote)

Image 3 (page 4) : [Famille métisse à l'Île-à-la-Crosse, Saskatchewan](#) (photo : Louis Cochin)

Image 4 (page 5) : Chasse aux bisons (inspiré de : [Manitoba Culture, Heritage, Tourism and Sport](#) et No. 9, Buffalo Hunt, [Surround de George Catlin](#))

Image 5 (page 6) : Louis Riel et ses conseillers, circa 1869 (Photo : Ryder Larsen/Université du Manitoba)

Image 6 (page 8) : Rencontre de la Commission des *scrips* à Lesser Slave Lake , 1899.

L-R : J. P. Prudhomme Major Walker, J. A. Coté et Charles Mair., Glenbow (Archives NA-949-18).

Image 7 (page 13) : Cohorte de SUNTEP au camp Michif (photo transmise par Melanie Brice)

